



Le 12 avril 2022

Monsieur le Président du CDAS 31,

La situation sociale se dégrade chaque jour un peu plus, et notamment dans nos administrations.

A la DGDDI, la grande mobilisation des douaniers du 10 mars a obligé la direction générale à satisfaire quelques revendications. L'intersyndicale a signé l'accord d'accompagnement et de reconnaissance de l'engagement professionnel des agents. De nombreuses avancées ont été possibles que ce soit dans le domaine des mesures d'accompagnement, du volet indemnitaire, des conditions de travail, des promotions ou de la Masse (Etablissement public s'occupant du logement pour les douaniers). Cependant, la CGT maintient son analyse sur le transfert des missions fiscales qui est un mauvais coup porté contre l'intérêt général. La CGT est convaincue que ce qu'une loi des finances a fait, une autre loi peut le défaire !!!

Une journée d'actions a été organisée le 17 mars portant sur les thèmes du pouvoir d'achat, des effectifs et de la lutte contre les inégalités. La volonté de vivre dignement est mise à mal par la vie chère et le blocage du point d'indice depuis 12 ans sauf en 2017, année d'élections (tiens!!!). En effet, depuis le 1^{er} janvier 2000 le point d'indice a perdu 21 % de sa valeur comparé au coût de la vie (officiel), ce qui représente a minima 350 euros par mois.

Les injustices ne cessent d'augmenter dans notre pays marquées par un accroissement continu des inégalités avec une caste de privilégiés toujours plus privilégiée à qui rien n'est refusé et tout est octroyé, et d'un autre côté une partie de la population toujours plus nombreuse poussée au bord du chemin et déclassée pécuniairement comme socialement.

Dans nos administrations, les agents subissent le choc de cette situation. Ce n'est pas la très vague promesse de revalorisation du poids d'indice (d'ailleurs non chiffrée) annoncée fort opportunément avant les élections (tiens, tiens!!!) qui répond à l'urgence de la situation.

Dans ce contexte, l'action sociale reste le seul moyen, pour certains agents, d'avoir accès à des activités sociales abordables. La diminution du budget et l'augmentation de la réserve ne se justifient en rien et sont d'autant plus scandaleuses.

A propos du CDAS d'aujourd'hui, nous espérons qu'il signe la fin de la période Covid qui a mis à mal plusieurs domaines de l'action sociale : la restauration collective et les colonies de vacances par exemple.

Concernant la restauration collective, la CGT s'inquiète de la diminution de fréquentation d'autant que les nouveaux modes de travail (télétravail) réduisent le nombre de jours de présence sur site. Une opération de communication auprès des (nouveaux) agents serait peut-être utile pour les informer des bienfaits de la restauration collective : repas équilibré, moments de convivialité partagés, etc.

Concernant les colonies de vacances Epaf, nous constatons une baisse de fréquentation continue commencée en 2017. La crise sanitaire n'explique pas tout. Le mode de transport des colons est peut-être à questionner et notamment la convergence à Villepinte, tout comme les sites proposés pour les colonies d'hiver (peu ou pas de séjours dans les Pyrénées).

S'agissant des actions à proposer, la position de la CGT est la suivante :

- Sophrologie : La CGT s'oppose à ce que les frais de transport soient aussi élevés que la prestation elle-même (cf les 2 devis présentés par la délégation). N'existe-t-il pas des sophrologues dans la ville de Saint-Gaudens ou alentours ?

Le manque de réactivité n'a pas permis de commencer les séances au printemps. En raison du calendrier et des vacances scolaires, il conviendra de tout mettre en œuvre pour débiter les séances dès le lundi 9 mai ou début septembre.

- Roulottes : pourriez-vous nous indiquer le nombre de demandes qui ont été déposées (date limite d'inscription le 1^{er} avril)

Quel serait le budget requis si le Cdas décidait d'accepter toutes les demandes ?

- Actions FIL : La CGT constate que 32 000 euros n'ont pas été dépensés sur les 100 000 euros initialement prévus pour l'année 2019. Qu'est-il advenu de cet argent ? Seront-ils reportés sur le FIL 2022 ?

La CGT proposera de nouveau l'action « sensibilisation à la communication relationnelle » qui nous paraît essentielle pour apprendre à communiquer et ainsi pacifier toutes les relations de l'agent.

Les représentant.e.s CGT FINANCES CDAS 31